



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

20 mai 2016

Les rumeurs de Coup d'Etat restent au centre de l'attention des quotidiens parus ce jour. Si quelques-uns ont rapporté l'existence d'une nouvelle alerte, donnée hier, d'autres ont prêté attention à l'intervention du sénateur Lylison René de Rolland, sur la radio Antsiva, à ce sujet. Par ailleurs, la campagne de recrutement entreprise par Tiko, société appartenant à l'ancien Président Ravalomanana, occupe les colonnes des journaux d'aujourd'hui.

Politique interne

ECHOS DE LA SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

La séance plénière d'hier, consacrée à l'adoption de l'ordre du jour de la Chambre basse, s'est déroulée dans le calme. Les parlementaires prévoient ainsi de s'atteler à l'élection de leur représentant au sein du Haut Conseil pour la Défense de la Démocratie et de l'Etat de Droit (HCDDDED), le 31 mai. Le comité ad hoc a été mis en place, hier et est déjà opérationnel pour s'occuper de toutes les modalités du scrutin. Une séance d'information et de sensibilisation, relative au Code de la route, à l'endroit des sociétés civiles figure également dans l'ordre du jour. Par ailleurs, une réunion des membres de la commission de l'Aménagement du territoire et de la gestion foncière sur les problèmes fonciers est prévue le 25 mai. (Madagascar-Laza, p.3 ; L'Express de Madagascar, p.5)

- **Madagascar-Laza** fait remarquer que la perspective de destitution du Bureau permanent n'a nullement été abordée. A cet effet, le quotidien a interviewé Haja Ramaherijaona, député élu dans le District de Tsiroanomandidy, qui a spécifié que le groupe parlementaire MAPAR I ne fait pas partie des initiateurs de cette initiative. De son avis, il s'agit d'une guerre intestine entre les députés des groupes parlementaires du Hery Vaovao ho an'i Madagasikara. (p.3)
- Le quotidien, **Les Nouvelles**, trouve le programme de l'Assemblée nationale « très superficiel » pour une première session ordinaire de l'année. (p.3). **Madagascar Matin** ne cache pas non plus sa déception. « Enfin l'ordre du jour de l'Assemblée nationale est adopté et pas grand-chose ! » annonce le quotidien dans l'un de ses titres. Il informe par ailleurs que seuls 76 députés ont assisté à la séance plénière d'hier. (p.4)

Economie et société

REOUVERTURE DU GROUPE TIKO : DES MILLIERS DE CV DEPOSES AU MAGRO ANKORONDRANO

Des milliers de jeunes ont répondu à l'appel à candidature lancé par les proches de Marc Ravalomanana en vue d'intégrer les entreprises composant son groupe industriel. « Nous avons reçu des milliers de dossiers. Il nous faudra deux semaines pour les traiter » explique une responsable de Malagasy Grossiste (Magro) Ankorondrano. Aucune information précise n'a cependant été fournie concernant les postes. Sur les lieux, les va-et-vient des camions ne

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



passent pas inaperçus. Les charpentes métalliques commencent de nouveau à prendre forme dans l'ancien bâtiment du magasin, alors que le domaine faisait encore l'objet d'un litige entre la société de l'ancien Président Ravalomanana et la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antananarivo (CCIA), propriétaire des lieux. Qui plus est, MBS (Malagasy Broadcasting System), Magro et les autres filiales du groupe Tiko se trouvent encore au cœur d'un imbroglio judiciaire et fiscal. Le groupe Tiko doit effectivement encore s'acquitter de plusieurs milliards d'Ariary d'arriérés fiscaux. Leur réouverture s'avère par conséquent encore incertaine. Interrogé par la presse, l'ancien Président Marc Ravalomanana a laissé entendre qu'il n'a rien à avoir avec ce recrutement au sein du Magro. « C'est une initiative du Conseil d'administration de la société » s'est-il défendu. S'exprimant au sujet du litige à Ankorondrano, il avoue ne pas être au courant de l'évolution des discussions sur le bail. (L'Express de Madagascar, p.3)

- « La réouverture de la plupart des magasins est prévue dans un ou deux mois au maximum. On peut même procéder à la réouverture du Magro Behoririka et de Tanjombato dans la semaine qui vient si la situation le permet » a indiqué Heritiana Andrianaivo, Directeur général de Magro dans les colonnes de **Midi Madagasikara**. Toujours selon ses précisions, 320 places seront à pouvoir au sein de tous les magasins de la société, répartis à travers le pays. (p.6)
- **La Gazette de la Grande île** soutient que le groupe Tiko aurait l'intention de recruter un millier d'employés. « La plupart des offres interviennent dans les domaines tertiaire et industriel, tandis que quelques-unes s'adressent aux employés de bas niveau », avance le journal. Il précise par ailleurs que la réouverture de la société vise au remboursement des arriérés fiscaux envers l'Etat. (p.8)
- Selon les précisions apportées par **Tia Tanindrazana**, 4 000 CV ont été déposés, hier à Ankorondrano. « 90 % des demandeurs d'emplois sont âgés entre 18 et 40 ans » souligne le quotidien. (p.3)
- « Tiko tente un forcing » estime **L'Express de Madagascar**. Selon la lecture du quotidien, le groupe de Marc Ravalomanana, est en train de mettre la pression sur le Gouvernement pour sa réouverture prochaine malgré les milliards d'impôts qu'il doit encore à l'Etat, caution nécessaire à la reprise de ses activités. (p.3)
- Se référant aux nombreuses questions qui restent à élucider concernant la situation du groupe Tiko, **Les Nouvelles** se demande si un compromis a été trouvé et que sa régularisation s'est faite dans la discrétion. Le quotidien rappelle que l'ancien Président, Marc Ravalomanana a récemment interpellé, en public, le ministre des Finances et du Budget sur le sort de la société. (p.2)

MOUVEMENT SYNDICAL, L'AFO SYNDIKALY CHANGE DE STRATEGIE

Après l'échec du blocage administratif, l'Alliance des Fédérations et des Organisations Syndicales a mis en place, hier à Antaninarenina, le mouvement citoyen MMKT ou Malagasy Miady amin'ny Kolikoly sy ny Tsy ara-dalàna (traduit littéralement Malgaches luttant contre la corruption et l'illégalité). Se voulant être le prolongement de l'Afo sendikaly, ce mouvement regroupe toutes les forces vives qui ont répondu à l'appel de solidarité lancé le 1^{er} mai dernier. La lutte ne reste donc plus dans le cadre syndical mais concerne toutes les franges de la population. Pour sa première démonstration de force, le MMKT invite tous les citoyens à la solidarité en adhérant au mouvement « Hiakam-bahoaka », qui sera lancé

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



demain à partir de midi. Comme l'a expliqué Mahefa Rasolomandimby, Coordinateur du MMKT, « il s'agit de faire un tapage pour dénoncer la corruption et l'injustice ». (L'Express de Madagascar, p.6 ; Les Nouvelles, p.3 ; Madagascar Matin, p.2)

ENTREPREUNARIAT : LE SECTEUR PRIVE INTERPELLE L'ETAT

L'ouverture de la Foire Internationale de Madagascar a été l'occasion pour le secteur privé d'interpeller le pouvoir public afin que ce dernier lui manifeste plus de soutien. « Donnez-nous un cadre fiscal favorable aux investissements et aux réinvestissements, qui tiennent compte de l'utilisation des matières agricoles de Madagascar, imposez des contrôles rigoureux de qualité, rendez l'étiquetage obligatoire » a réclamé le Directeur général de la société Star Emmanuel de Tailly. Les entreprises nationales veulent jouir davantage de mesures d'accompagnement dans le cadre de ce créneau de démarrage de développement et d'épanouissement des entreprises de tous les secteurs d'activités. (L'Express de Madagascar, p.7)

- Dans une interview accordée à **Tia Tanindrazana**, Eric Rajaonary, Président national du Groupement du Patronat Malagasy ou FIVMPAMA, a déploré la vulnérabilité de l'industrie malgache face à la libéralisation économique, et particulièrement face à l'importation sauvage. (p.4)
- « Le Gouvernement que je dirige va convoquer incessamment le secteur privé pour une concertation » a indiqué le Premier ministre Solonandrasana Olivier Mahafaly, témoignant ainsi sa volonté de dialoguer avec le secteur privé. (Midi Madagasikara, p.5 ; Madagascar-Laza, p.9)

Foyer de tension

RUMEURS DE COUP D'ETAT : L'EXECUTIF RIPOSTE

« Cela fait 56 ans d'indépendance et où en sommes-nous ? Le pays vit toujours au rythme des troubles. Il nous est nécessaire de rompre avec les mauvaises pratiques et de nous habituer à l'alternance démocratique, à respecter le choix de la majorité durant les élections (...) La quiétude de notre pays ne dépend que de nous. (...) Nous avons fait des milliers de kilomètres pour convaincre les partenaires à investir à Madagascar. Et qu'est-ce qu'ils cherchent en premier ? La stabilité » a déclaré le Président Hery Rajaonarimampianina sur les ondes de la Radio Nationale Malgache (RNM). Le Chef de l'Etat a néanmoins indiqué que le pouvoir allait prendre des mesures strictes face aux éventuelles tentatives de putsch. En marge de l'ouverture de la Foire Internationale de Madagascar à Tanjombato, hier, le Premier ministre Solonandrasana Olivier Mahafaly a appelé au rassemblement des forces pour le développement. « Personne n'a intérêt à ce que le trouble s'installe dans le pays » a-t-il souligné (L'Express de Madagascar, p.3 ; Midi Madagasikara, p.3 ; Madagascar-Laza, p.3 ; Les Nouvelles, p.2)

- Intervenu sur la radio Antsiva, le sénateur Lylison René de Rolland a accusé le général Florens Rakotomahanina, Commandant de la Circonscription Interrégionale de la Gendarmerie Nationale, de communiquer délibérément de faux renseignements de Coup d'Etat à ses supérieurs. « Peut-être pour que ces derniers débloquent des fonds pour financer les opérations sur terrain ou bien pour s'attirer leur sympathie

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



afin de gagner des galons ? » s'est-il demandé. Le parlementaire a également profité de l'occasion pour démentir les rumeurs véhiculées par « certains journaux proches du pouvoir » affirmant qu'il fomenterait un Coup d'Etat avec l'ancien Président de la Transition, Andry Rajoelina et l'opérateur Mamy Ravatomanga. (L'Express de Madagascar, p.5 ; Madagascar-Laza, p.3 ; Madagascar Matin, p.3 ; La Vérité, p.3)

- *« Nous nous alignons aux déclarations du Secrétaire Général des Nations-Unies. Nous travaillons pour la stabilité et le développement et ne cautionnerons jamais toute forme de rupture de l'ordre constitutionnel » a déclaré l'ambassadeur de l'Union européenne, Antonio Sanchez-Benedito Gaspar à l'occasion d'une visite de courtoisie au ministère auprès de la Présidence chargé de l'Agriculture et de l'Elevage. (Madagascar-Laza, p.2)*
- *« Les gens ont tendance à dramatiser la situation » a soutenu le général Anthony Rakotoarison, Directeur de la Sécurité et des Recherches de la gendarmerie nationale. Il réitère que la forte mobilisation des éléments des forces de l'ordre, survenue dernièrement à Anosy, intervient dans le cadre de mesures préventives portant sur les points sensibles. (Midi Madagasikara, p.2)*
- *Alarmiste, Madagascar-Laza colporte les rumeurs selon lesquelles le personnel de la station de la télévision nationale avait été évacué d'urgence du bâtiment, hier. « Un Coup d'Etat se tramerait quelques part » continue d'avancer le quotidien, prenant pour preuve le fait que les militaires soient actuellement consignés. (p.2)*
- *La Gazette de la Grande île confirme qu'une nouvelle alerte a bel et bien été enclenchée dans le bâtiment de la télévision nationale car il était menacé d'une prise de force. Qui trouve intérêt à colporter ces nombreuses rumeurs de déstabilisation ? s'interroge le quotidien. (p.12)*
- *La Vérité dénonce la « paranoïa » et la « phobie des Coups d'Etat » qui affectent le pouvoir en place. « Le régime Rajaonarimampianina, qui est en perte de vitesse, est désormais troublé par sa propre ombre » affirme le quotidien. (p.3)*
- *L'Observateur est convaincu que cette tentative de déstabilisation n'est « qu'un scénario monté de toutes pièces » pour faire diversion, afin que l'opinion publique ne focalise pas son attention sur le procès sur l'affaire de saisie de bois de rose à Singapour. (p.2)*

EDUCATION NATIONALE : L'ANEFA RENVOIE LA BALLE AUX DEPUTES

Aucun consensus n'a été trouvé entre le ministère de l'Education nationale et l'Association des enseignants FRAM ou ANEFA. « La grève continue jusqu'à ce que toutes nos revendications soient concrétisées » a affirmé, hier, Elidiot Randrianjafy, Président national de l'association, à Anosy. Pour rappel, le non-paiement des subventions et des vacations ainsi que la revendication de la hausse des indemnités sont à l'origine de la manifestation. Les cours dans de nombreux Ecoles Primaires Publiques et Collèges d'Enseignement Général ont été suspendus depuis deux semaines. Les enseignants subventionnés par les parents d'élèves prévoient ainsi de s'en remettre aux députés. « Nous allons demander aux parlementaires de porter nos paroles. Si l'Assemblée nationale refuse de nous appuyer, nous devons passer à la mobilisation générale des enseignants dans tout Madagascar » a menacé le Président. Les enseignants du Lycée Moderne d'Ampefiloha, de leur côté, ont décidé de reprendre les cours

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



depuis hier après-midi. Rajaobijaona Rasamoelizay, surveillant général au sein de l'établissement, s'est dit satisfait de la rencontre avec les représentants du ministère. (**La Vérité**, p.11)

- **Madagascar Matin** a pris la défense des manifestants en accusant le ministère de l'Education nationale de faillir à ses engagements. « Le ministère s'est toujours vanté de son projet de réinsertion scolaire, d'offrir une meilleure éducation aux enfants malgaches mais la réalité en est loin (...) Il ne fallait pas promettre des choses qu'il n'est nullement en mesure de réaliser » a grondé le quotidien. (**p.3**)

Un peu d'humour



L'Express de Madagascar, p. 6

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrakaza@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne